

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VALORYELE (SCOREL)

15 rue Gustave Eiffel
ZA du Bel Air
78120 Rambouillet

Références : IC230478/RAPVI/YLM
Code AIOT : 0010006934

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement VALORYELE (SCOREL) implanté Chemin St Mathurin 28150 Ouarville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORYELE (SCOREL)
- Chemin St Mathurin 28150 Ouarville
- Code AIOT : 0010006934
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation qui traite les machefers issus de l'usine d'incinération et d'autres machefers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite du 20/09/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Paysage	AP Complémentaire du 05/06/2007, article 1.2.2	/	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 7.3.3	/	Sans objet
3	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 7.7.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Paysage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2007, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Paysage
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2007 modifié par APC du 17/05/21 L'extension de surface de la plate-forme de stockage des mâchefers sur les parcelles cadastrées YC n°113pp, YC n°115pp et YC n°117pp est réalisée en mettant en oeuvre les mesures d'évitement et de réduction préconisées par l'étude faune-flore transmise dans le dossier de porter à connaissance sus-visé. En particulier, lors de la phase de construction de la plate-forme, le défrichement et le décapage des terrains ne pourront être effectués que lors des périodes favorables indiquées par l'étude faune-flore. A défaut, l'absence de nids sur les terrains concernés est vérifiée moins de 15 jours avant le début des travaux par une structure naturaliste et une attestation de la structure naturaliste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Afin de réduire la visibilité des installations, une bande boisée étagée d'espèces locales d'une longueur de 300 m et d'une largeur de 10 m est implantée en bordure est et nord du site. Une bande boisée au sud des parcelles cadastrées YC n°113pp, YC n°115pp et YC n°117pp, le long du bord du chemin de Saint-Mathurin, est conservée.
Constats : Sans observations.
Observations : Visite du 20/09/2021 : NON-CONFORMITE 1 (NC1) : La bande boisée située au sud de l'installation, le long du chemin Saint-Mathurin, devant être conservée a été partiellement détruite par les travaux d'extension, de même qu'une partie de la parcelle YC 113 devant également être conservée en l'état. Visite du 7/7/2023 : La bande boisée le long du chemin Saint-Mathurin et la parcelle YC113 ont été nétoyées. Par ailleurs la bande boisée étagée d'espèces locales d'une longueur de 300 m et d'une largeur de 10 m est été implantée en bordure est et nord du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine, Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Sans observations.
Observations : Visite du 20/09/2021 : NON-CONFORMITE 2 (NC2) : le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état. Visite du 7/7/2023 : Le rapport de vérification de installations électriques du 30/06/2022 est consulté. Aucune non-conformité n'est relevée. La prochaine vérification est prévue le 17/07/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : > Une réserve d'eau d'une capacité minimum de 250 m3 est aménagée conformément aux dispositions prises par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à : - vérifier que le volume d'eau contenu soit constant ; - la protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès afin d'éviter les chutes fortuites ; - la positionner à moins de 200 m du bâtiment (ou de l'établissement) et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible [...]. > Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an
Constats : Sans observations.
Observations : Visite du 20/09/2021 : NON-CONFORMITE 3 (NC3) : Le raccord des tuyaux incendie n'est pas maintenu en bon état de visibilité. Visite du 7/7/2023 : Le raccord des tuyaux incendie est visible et un panneau a été mis en place pour en indiquer la présence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet